

AG électorale à l'Ordre National des Architectes du Togo (ONAT) P 5
M. Akidjétan
Kossi rempile

Pas d'inquiétude ! Le maïs est là : le Ministre AGADAZI rassure



Le stock de l'ANSAT pourrait être déversé sur le marché dès ce Jeudi P 2



LE LIBÉRAL

Hebdomadaire Togolais d'Information, d'Analyse et d'Opinion

N° 0211 du Jeudi 28 mai 2015 - 250 F CFA / Etranger 1€

Politique



Défaite électorale, isolement diplomatique... Et la rue lâche Jean Pierre FABRE! P 2

Un ancien membre de CAP 2015 félicite Faure Gnassingbé



Le PDP de Bassabi KAGBARA tient aux réformes P 4



Portrait robot du prochain chef du gouvernement

Un Premier Ministre technique ou politique, la question du genre va-t-elle toucher la Primature ? P 3

Défaite électorale, isolement diplomatique... Et la rue lâche Jean Pierre FABRE!

Ce fut une journée de mercredi comme tous les autres jours. Calme et paisible, conditions idéales pour les loméens de vaquer librement à leurs occupations. Fonctionnaires au poste, élèves et enseignants au cours, le train-train quotidien n'a nullement été ébranlé. Et pourtant la journée était annoncée comme celle de tous les dangers et pour cause CAP 2015, la coalition qui a porté Jean Pierre FABRE à la dernière élection présidentielle avait promis descendre dans la rue de la capitale pour revendiquer sa prétendue victoire. La marche s'est déroulée dans une indifférence totale des togolais préoccupés par la recherche de leur pitance. Programmée pour durer trois jours, la manif n'a pas fait bonne recette; ils étaient à peine une centaine à rallier le rond-point Gakpoto point départ puis Deckon. La manifestation s'est transformée en une réunion du bureau de CAP 2015. En attendant le résultat de la mobilisation des deux prochains jours, on peut bien conclure à titre provisoire que la stratégie de FABRE caractérisée par les marches ne soulève plus les foules comme en début d'avril 2010. Cinq ans après, les lignes ont bougé et quelque chose a changé dans les mentalités même si quelques rares inconditionnels du leader orange se retrouvent encore dans ce schéma politique qui a montré ses limites. Crédité de 35,19% tout comme il y a 5 ans, il conteste la régularité du scrutin présidentiel. CAP 2015 qui a refusé d'introduire un recours devant la Cour Constitutionnelle avait lancé un ultimatum à la



secrétaire générale de l'OIF lui demandant de dépêcher à Lomé une délégation conduite par le général SIAKA Sangare pour un recompte des voix et l'audit des procès verbaux. Dans une réponse sèche adressée à CAP 2015 dix jours après, l'OIF dit n'avoir aucun engagement avec le Togo et renvoi FABRE et les siens aux résultats proclamés par la Cour Constitutionnelle. C'est un nouveau camouflet diplomatique pour le leader de l'ANC qui s'est auparavant mis à dos les organisations sous régionales notamment la CEDEAO l'Union Africaine l'Union Européenne et l'Organisation des Nations Unies qui ont salué et reconnu la crédibilité et la transparence du scrutin. Désormais esseulé et isolé diplomatiquement, Jean Pierre FABRE ne jure que par la rue qui visiblement le lâche. ■

Fab

Pour tout renseignement,
information ou conseil

contacter le centre d'appel
au N° VERT

8201*

* Disponible tous les jours et heures ouvrables



FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg



Hebdomadaire Togolais d'Information, d'Analyse et d'Opinion

Récupéré N°0416/23/12/10/HAAC
du 23 décembre 2010

Directeur de la Publication

Fabrice P. Dariworé

Comité de Rédaction

Schmidt EZA
Dieudonné ESSOHANAM
Charles KEYEWA
P. Fabrice
Démocrate KOUDAMA

Correcteur

S. Didier

Infographie

Raphaël AHIALBLE

Adresse

Route de Mission Tové, non loin du
Petit Séminaire, Agoè
Tél: +228 90 15 87 53
+228 22 41 92 91
13 BP 152 Lomé-TOGO

Imprimerie

La Colombe

Tirage

2000 exemplaires

Pas d'inquiétude ! Le maïs est là : le Ministre AGADAZI rassure Le stock de l'ANSAT pourrait être déversé sur le marché dès ce Jeudi

Toujours rien depuis sa conférence de presse... mais c'est désormais presque le bout du tunnel en ce qui concerne ce qu'on peut appeler la crise du maïs. Pour pallier la hausse des prix de ce céréale très consommé dans les ménages, l'Agence Nationale pour la Sécurité Alimentaire au Togo (ANSAT) va déverser dans les prochains jours, probablement dès ce jeudi son stock de maïs sur le marché. Le Directeur Général de l'ANSAT et en même temps ministre de l'agriculture l'a réaffirmé le Mardi dernier.

Pour que cette décision ne vienne paralyser certains acteurs au profit des autres, le Ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, le Col. Ouro-Koura AGADAZI a rencontré la semaine dernière les producteurs agricoles, les commerçants et les consommateurs pour recueillir leurs préoccupations. Le ministre Agadazi avait aussi à ses côtés Mme le ministre du commerce et de la promotion du secteur privé, Legzim-Balouki et le ministre de l'équipement rural, Bissoune Nabagou. « Il faudrait analyser la situation telle qu'elle se



présente et identifier les centres d'intérêts de tous les acteurs, maîtriser la période au cours de laquelle les stocks devraient être engagés, décider de définir un prix qui puisse satisfaire les producteurs, les consommateurs et les commerçants », a indiqué le ministre AGADAZI. Selon lui, l'ANSAT dispose d'un stock important de maïs et tout le volume sera déversé sur le marché. Le Togo a atteint un excédent de production céréalière de plus de 156 000 tonnes et les paysans doivent écouler tout ce stock pour mieux faire face à la nouvelle saison de production qui a démarré. Ils

doivent alors trouver des créneaux ou des circuits d'écoulement, tant au niveau national qu'au niveau de la sous-région. Il faut rappeler que l'ANSAT, a pour mission d'améliorer la production agricole, les conditions de vie des producteurs agricoles et promouvoir la valorisation des denrées alimentaires sur les marchés national, régional et international. Elle assure également la sécurité alimentaire à travers la disponibilité et l'accessibilité des denrées.

S'agissant du prix du bol de maïs il a avoisiné les 700fcfa contre 400 fcfa les années précédentes. Cette flambée des prix à suscité un tolé général au sein de l'opinion. L'ANSAT était mise sur le banc des accusés. Toutes les explications données par le ministre DG n'avaient pas convaincus. On joue au saint thomas et peut être les sceptiques pourront être rassurés ce jeudi ou plus tard à la fin de cette semaine. ■

H. L

Portrait robot du prochain chef du gouvernement

Un Premier Ministre technique ou politique, la question du genre va-t-elle toucher la Primature ?



On sait que l'actuel Chef d'Etat a un penchant pour l'implication des femmes dans la gestion des affaires de l'Etat. La nomination d'une femme à la tête du HCRUN conforte cette idée de voir les femmes accéder à des postes de responsabilité. Sous Faure Gnassingbé on a vu des femmes directrices de société. La Cour Constitutionnelle de tout temps masculine a accueilli une femme. La direction du cabinet de la présidence est gérée par une dame, sans oublier qu'une loi sur la parité homme-femme a été votée par l'Assemblée Nationale. Faure Gnassingbé va-t-il pousser les limites de la parité jusqu'à la Primature longtemps demeurée la chasse gardée de la gence masculine ? En tout cas ce ne sont pas les compétences qui manquent.

Un PM politique ou technique ?

Par essence, le poste de Premier

celui qui l'occupe ait des compétences précises dans un domaine donné. La tradition a souvent voulu que ce soit des économistes et gestionnaires, bref des technocrates à la Primature. Sous la IVe république par exemple on a eu deux chefs de gouvernement ayant une formation en économie et gestion, il s'agit de Kwassi Klutse, Eugène Koffi Adoboli, Agbeyomé Kodjo et Gilbert Fossoun Hougbo; on pourra également citer Edem Kodjo présenté comme un juriste économiste sorti de la prestigieuse Ecole Nationale d'Administration de Paris.

Cette tradition n'a toujours pas été respectée. Les portes de la Primature ont été ouvertes à des juristes Me Joseph Koffigoh Premier Ministre de la transition, de l'actuel PM Ahoomey-Zunu, à des administrateurs comme

vétérinaire notamment Koffi SAMA.

Dans la tradition française et sous la IVe république par exemple les Chefs d'Etat et Premier Ministre à quelques rares exceptions sont sorti de l'Ecole Nationale d'Administration(ENA). Aux USA par contre, les avocats semblent avoir le vent en poupe pour le poste de Président de la République.

Dans tous les cas, la compétence ou les diplômes universitaires ne sauraient suffir pour aspirer au poste de Premier Ministre. Il faudra s'illustrer politiquement, c'est-à-dire faire de la politique. Un Premier Ministre technique oui mais aussi politique car au vu des enjeux actuels, le chef du gouvernement ne saurait être un profane sur des questions politiques. L'idéal serait d'avoir un chef de gouvernement qui allie technique et politique. ■

Liste des Premiers ministres depuis 1991

Noms et prénoms	Date de nomination	Date de prise de service	Date de cessation de fonction
Joseph KokouKoffigoh	26 août 1991	20 août 1991	23 avril 1994
EdemKodjo	24 avril 1994	26 avril 1994	19 août 1996
KwassiKlutse	19 août 1996	21 août 1996	17 avril 1999
Eugène Koffi Adoboli	21 mai 1999	25 mai 1999	27 août 2000
AgbéyoméKodjo	29 août 2000	31 août 2000	27 juin 2002
Koffi Sama	27 juin 2002	29 juin 2002	07 juin 2005
EdemKodjo	07 juin 2005	09 juin 2005	18 septembre 2006
YawoviAgboyibo	18 septembre 2006	20 septembre 2006	04 décembre 2007
KomlanMally	04 décembre 2007	06 décembre 2007	06 septembre 2008
Gilbert Hougbo	06 septembre 2008	08 septembre 2008	11 juillet 2012
KwessiSéléagodjiAhoomey-Zunu	17 juillet 2012	19 juillet 2012	22 mai 2015

Quel profil pour le prochain Premier Ministre ? Le sujet préoccupe l'opinion, il fait débat depuis la démission de Arthème Ahoomey-Zunu le 22 mai dernier. Il revient au Chef de l'Etat de nommer un nouveau chef du gouvernement ou de reconduire l'ancien, aucune indication précise sur le profil de celui qui peut occuper ce poste mais la constitution définit clairement le rôle de ce dernier. Ainsi, Selon l'article 78 de la loi fondamentale de la IVe république, le Premier Ministre est le chef du gouvernement. Il dirige l'action du gouvernement et coordonne les fonctions des autres membres. Il préside les comités de défense. Il supplée, le cas échéant, le Président de la République dans la présidence des conseils, il assure également l'intérim du chef de l'Etat en cas d'empêchement pour cause de maladie ou l'absence du territoire national. La loi précise également que les fonctions de

membre du gouvernement sont incompatibles avec l'exercice de tout mandat parlementaire, de toute fonction de représentation professionnelle à caractère national et tout emploi privé ou public, civil ou militaire ou de toute autre activité professionnelle.

En clair la loi ne dit rien sur le sexe, l'âge, le niveau intellectuel du probable Premier Ministre même si celui-ci doit faire preuve de compétence eu égard à la densité de la fonction qui l'attend.

Au sein de l'opinion des voix s'élèvent pour plaider pour un Premier Ministre technique plutôt que politique d'autres vont jusqu'à introduire la notion de genre et de parité.

Une femme à la Primature ?

Le constat est clair sur les 10 personnalités qui ont posé leur valise à la Primature aucune femme. Cette fois ci serait-elle la bonne ? Ce n'est pas exclu quand

Ministre est politique. Mais il n'en demeure pas moins que

Komlan Mally ou médecin

P. Fabrice

Fin de la 14ème AG de la Chambre Consulaire Régionale de l'UEMOA Jean-Baptiste Satchivi élu président de la chambre

Des trois activités qui ont marqué les travaux de la 14ème assemblée générale de la Chambre Consulaire Régionale de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (CCR-UEMOA) en l'occurrence l'adoption du plan d'action 2015, l'adoption du budget 2015 et le renouvellement des instances de l'institution, aucune n'a autant captivé l'attention que le renouvellement des institutions de la chambre. Au terme de l'élection, le président de la chambre du commerce et de l'industrie béninoise M. Satchivi Jean-Baptiste a été élu président de la Chambre Consulaire de l'UEMOA à la tête d'un bureau exécutif de 12 membres dont un Togolais au secrétariat général adjoint.

Dans une allocution à la cérémonie de clôture de l'assemblée générale, le nouveau président a mis en relief sa conscience aigüe des attentes de la communauté des affaires de la sous région : « je mesure l'immensité de la tâche, la foi des gouvernants de nos Etats et de la Commission à s'appuyer sur la CCR, la force et l'impact de nos délibérations dans l'espace économique communautaire. Je mesure également l'étendue des progrès qui restent à accomplir pour valoriser tout le potentiel disponible dans nos Etats



respectifs... » a-t-il déclaré. Pour cela il a appelé ses pairs à une synergie d'action en vue d'une convergence des idées pour le développement de l'Union : « Ensemble, nous allons relever les défis car nous constituons une communauté d'opérateurs au destin lié, sur qui pèse le développement économique et social de chacun de nos Etats. Nous comptons donc sur la contribution et l'implication effective de tous, nouveaux comme anciens pour servir notre CCR » interpelle-t-il.

Plusieurs chantiers, non des moindres attendent la CCR ainsi renouvelée. De l'évaluation des différents programmes interactifs au renforcement de l'intégration régionale des économies de la communauté afin que la zone se transforme en un seul territoire où les contrôles devant garantir la sécurité, ne constituent plus un obstacle à la libre circulation des

personnes et des biens, en passant par la promotion des partenariats entre les secteurs privés des Etats de l'Union, ces chantiers sont importants dans le développement et la consolidation du secteur privé, objectif principal de la CCR. L'organisation du forum sur le financement du secteur privé, les réformes relatives à la suppression de la double imposition et à l'harmonisation de la fiscalité intérieure, la mise en œuvre d'une fiscalité de développement, le TEC CEDEAO et le renforcement des capacités productives des entreprises dans la mise en œuvre de l'APE, tels sont également d'autres chantiers auxquels devraient s'attaquer le nouveau bureau exécutif de la CCR-UEMOA, élu pour les trois prochaines années à venir. ■

Dem.

Un togolais à la CCR-UEMOA Théophile PANOU, élu au poste de S-G adjoint

La quatorzième assemblée générale de la Chambre Consulaire Régionale de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (CCR-UEMOA) a pris fin le jeudi dernier dans la capitale togolaise. Au cours des trois jours qu'ont duré les travaux, les acteurs et membres de la CCR ont posé des actes significatifs et pris des décisions majeures au nombre desquels le renouvellement du bureau exécutif de l'institution. Douze membres sont ainsi élus, avec à leur tête le béninois Jean Baptiste Satchivi, pour les trois prochaines années à venir. Parmi ces douze, on note l'élection d'un togolais, Théophile PANOU, au secrétariat adjoint de la CCR. Le nouveau secrétaire général adjoint de la Chambre Consulaire Régionale entend apporter son expertise et son expérience dans cet engagement de la CCR à consolider le secteur privé de l'Union.

Pour lui, atteindre cet objectif majeur passe par le renforcement des capacités des acteurs commerciaux de l'Union : « la pierre qu'on pourrait apporter à l'éclosion du secteur privé réside dans notre lutte pour l'amélioration de l'exercice et de travail des acteurs de ce secteur, vulgarisation, la mise en valeur et la promotion de leurs produits à l'échelle sous régionale. Notre rôle est également de les accompagner et de les



encourager dans cet exercice afin que le secteur privé de l'Union puisse rivaliser à l'échelle mondiale », a-t-il déclaré. Directeur général de la Société Industrielle des colles peintures et de l'imprimerie « La perfection », M. Théophile PANOU siège à la Chambre Consulaire Régionale de l'UEMOA depuis une quinzaine d'années, au cours desquelles il a su apporter son savoir faire et mis à disposition de la CCR son expérience en vue de combler les attentes aigües de la communauté des affaires de notre sous région. Cette élection à ce poste de secrétaire général adjoint, loin de constituée un aboutissement « est une opportunité offerte afin de défendre valablement non seulement, les intérêts du Togo à la CCR, mais aussi d'œuvrer au développement et à la consolidation du secteur privé de notre union ». ■

Démocrate

Un ancien membre de CAP 2015 félicite Faure Gnassingbé Le PDP de Bassabi KAGBARA tient aux réformes

Le Parti Démocratique Panafricain (PDP) est enfin sorti de son silence lundi dernier. Le parti de Bassabi Kagbara s'est prononcé sur la présidentielle du 25 avril. N'ayant pas pris part à cette élection, il félicite tout de même les cinq candidats « qui se sont battus, pour la conquête du fauteuil présidentiel » selon les termes d'un communiqué. Le panafricaniste relève « le degré de responsabilité et de grandeur politique dont ont fait preuve les candidats, ainsi que les principaux acteurs », ce qui a conduit à une campagne électorale sans heurts mais riche de convivialités.



Bassabi Kagbara ne tarit pas d'éloges aux autres. A l'endroit de Jean Piere FABRE classé 2e à l'issue des résultats confirmés

par la cour constitutionnelle, le PDP souligne ses progrès et surtout sa gestion de la période post électorale, épargnant ainsi

aux togolais des troubles et des violences qui pourraient encore compromettre dangereusement le développement économique du pays. Membre de la Coalition Arc-en-Ciel puis de CAP 2015 le PDP sur demande de sa base s'est désolidarisé du dernier regroupement politique à la veille du scrutin. A l'endroit du gagnant de cette élection notamment Faure Gnassingbé du parti UNIR, le PDP souhaite que celui-ci soit guidé par une vision de paix, d'union et de solidarité. Bassabi Kagbara et les siens ne cachent pas leur soif des réformes constitutionnelles et institutionnelles et la tenue

des élections locales. Que des « solutions idoines et pressantes aux problèmes socio-économiques, afin d'épargner au Togo de récurrentes crises » s'exprime-t-on au PDP.

Le leader du PDP a terminé par un appel à une réflexion sur les résultats de la dernière présidentielle. Le PDP est réconforté dans la conviction que l'alternance est possible, mais à condition que les acteurs de l'opposition arrivent à asseoir une base sincère et réaliste de la lutte démocratique. ■

La Rédaction

AG électorale à l'Ordre National des Architectes du Togo (ONAT) M. Akidjétan Kossi rempile

L'Ordre National des Architectes du Togo (ONAT) était en assemblée générale électorale hier dans la capitale togolaise. Ils étaient au total une cinquantaine d'architectes venus en majeure partie de Lomé participer à ce grand rendez-vous. Par ce renouvellement du Conseil Supérieur de l'Ordre (CSO), les membres de cet ordre ont une fois de plus prouvé leur implication dans le sens à donner à l'institution même afin de la rendre visible, compétitive et pragmatique. Au terme de l'élection un bureau de cinq membres a été mis en place avec à sa tête sans surprise la reconduction du président sortant, Kossi Nicolas Akidjétan. Le nouveau CSO est élu pour les trois prochaines années et aura la lourde responsabilité de relever les défis majeurs liés à la profession dans un pays en développement comme le nôtre.

Ces défis, le nouveau CSO en est bien conscient. Pour M. Akidjétan, l'ambition première du nouveau bureau est de



pérenniser les acquis, de consolider l'apport de l'ONAT afin de jouer pleinement son rôle sur les plans national et international. Dans un contexte où l'obtention du permis de construire est d'actualité afin d'éviter les drames tels l'écroulement des maisons, et où l'expertise des architectes

est fortement nécessaire, l'ONAT rassure quant au coût des prestations des architectes, en mettant en avant le sens du patriotisme et la volonté de l'ordre de voir un Togo émergent où des jolies maisons poussent, œuvres des fils du pays : « l'architecte dans l'art de bâtir est le chef de l'orchestre,

c'est lui qui conçoit et fait le suivi même au niveau des validations administratives ;... L'ONAT fera une tournée nationale dans les 90 jours pour discuter avec les populations, les autorités locales ainsi que les acteurs de la société civile pour leur faire comprendre le rôle de l'architecte, sur la nécessité de

faire recours à ses services, les aider à apporter les réponses techniques à leurs préoccupations ». Des consultations gratuites sont également prévues au cours de cette tournée pour démontrer de l'accessibilité en termes de coût des architectes à toutes les bourses, un acte en soit noble, inclusif et patriotique.

L'ONAT est l'ordre qui regroupe légalement les architectes pouvant exercer sur le territoire national. Ne peut donc pas officier en tant que tel celui qui dispose d'un diplôme mais qui s'est inscrit à l'ordre selon les principes et règles établies. Les questions relatives à la courtoisie, à l'éthique dans la quête des marchés ainsi que de la nécessité d'établir un code de bonne conduite à cet effet ont également meublé les débats qui ont précédé l'élection. Notons pour finir que le nouveau bureau renouveler prendra fonction au plus tard le 3^{ème} mai prochain. ■

Dem

CEET, des difficultés en fourniture d'énergie électrique Des délestages inévitables

Ça y est, retour progressif au délestage au Togo, la CEET ayant un manque à gagner qui varie de 10 à 30%

Certains signes ne trompent jamais. On voyait déjà venir la situation, suite à des coupures répétées ces derniers jours de l'électricité dans plusieurs localités du pays dont la capitale. C'est désormais confirmé : le délestage est là, en témoigne le planning de rotation de la fourniture de l'énergie électrique, rendu public mardi soir par la Compagnie Energie Electrique du Togo (CEET).

Et pourquoi une telle situation ? Gnanédjéti, le directeur général de la CEET n'est pas passé par quatre chemins : "L'énergie que nous distribuons, nous est fournie par la Communauté Electrique du Bénin (CEB). Le Nigeria envoyait 100 Mégawatts à la CEB et le Ghana envoie 120 Mégawatts. Depuis dimanche, nous n'avons plus rien du Nigeria et le Ghana n'envoie que 50 Mégawatts. Et dans les 50 Mégawatts, le Togo ne prend que 10 Mégawatts".

"Nos sources de production, notamment Contour Global ont été mises en marche, mais nous n'atteignons pas le niveau qu'il faut pour satisfaire tout le monde. Voilà, le problème crucial que nous avons. De



même, la CEB -- à cause de la construction du pont sur le Mono à Athiémé -- ne pourra pas démarrer la centrale de Nangbéto pour éviter les inondations. Nous sommes dans des situations difficiles, mais je crois que les efforts sont fournis pour qu'on puisse rapidement retrouver la situation normale. Pour l'instant, nous sommes obligés de gérer cette situation et c'est pour cela que nous tenons à présenter nos excuses à la clientèle et en même temps les informer des dispositions prises", a déclaré Gnanédjéti, invité

mardi soir sur le plateau de la télévision nationale.

Ce dernier a exposé les besoins de la CEET en temps creux, en temps plein et aux heures de pointe.

"En temps normal, nos besoins en énergie électrique : en temps creux, nous avons 130 Mégawatts pour satisfaire toute la population et en temps plein, il nous faut 147 Mégawatts. Et lorsque nous sommes aux heures de pointe (entre 18 et 21H), il nous faut 169 Mégawatts", a expliqué Gnanédjéti.

"Au jour d'aujourd'hui, avec nos centrales, Contour Global et d'autres centrales isolées, nous ne sommes qu'à 119 Mégawatts, ce qui fait que le manque à gagner varie de 10 à 30% sur ce qu'il nous faut pour satisfaire toute la population à cet instant", a souligné le directeur général de la CEET.

"Pour remédier à cette situation, d'abord à court terme, il nous faut mobiliser les moyens financiers pour alimenter ces groupes. Si nous prenons Contour Global, la société fonctionne au fuel lourd et les autres centrales qui fonctionnent au gasoil. Alors, il nous faut aussi de l'argent.

"A moyen terme, il faut chercher des

solutions de production. Et à long terme, il faut qu'on réfléchisse sur la stabilité de la fourniture de l'énergie dans notre pays", a ajouté Gnanédjéti, présentant toutes les "excuses" de la CEET à sa clientèle pour ce "désagrément indépendant" de leur volonté.

Créée le 20 mars 1963, la CEET est une société d'Etat qui a pour mission d'assurer la production, le transport et la distribution de l'énergie électrique au Togo.

Avec la création de la Communauté Electrique du Bénin (CEB) -- appartenant au Bénin et au Togo, chargée de la production et du transport de l'énergie électrique sur l'ensemble des deux territoires -- les activités de la CEET se sont recentrées sur la distribution de l'énergie électrique au Togo.

Pour distribuer de l'énergie à sa clientèle, la CEET dispose d'une vingtaine de centrales de production répartie sur l'ensemble du territoire et plus de 4 000 km de réseau moyenne et basse tension. Elle vend une énergie de plus de 450 millions de kWh par an. ■

Source : Savoir News

AIMES-AFRIQUE/Missions médico-chirurgicales humanitaires 525 patients de la région maritime seront opérés dans les prochains jours



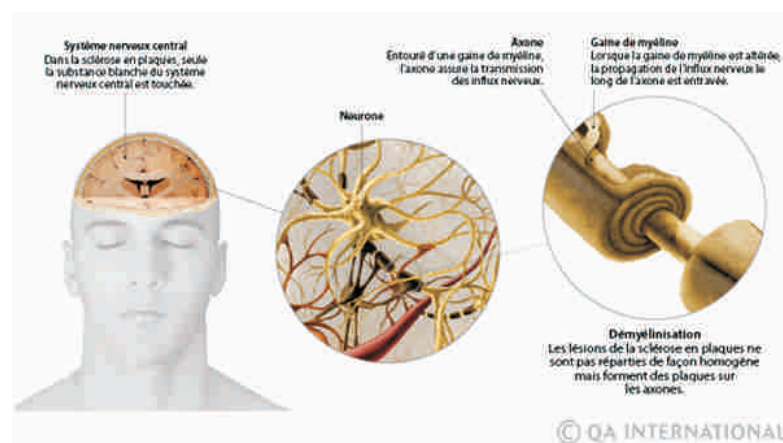
Dans une conférence de presse tenue à son siège le lundi dernier, l'ONG Aimes-Afrique/Togo a lancé la seconde phase ses missions médico-chirurgicales humanitaires foraines gratuites. On se souvient en mars et avril dernier de ces missions médico-chirurgicales humanitaires foraines gratuites organisées par l'ONG AIMES-AFRIQUE/Togo dans les régions maritime et des plateaux. Il s'agit pour cette ONG, première en Afrique à se spécialiser dans les actions humanitaires médico-chirurgicales humanitaires, de répondre à son permanent souci d'œuvrer aux côtés des populations rurales vulnérables. Il s'agit pour Dr Kodom, directeur général de Aimes-Afrique/Togo « d'amener l'hôpital vers les populations nécessiteuses qui n'y ont pas accès, d'amener nos spécialistes vers d'autres à l'intérieur ou dans les zones rurales en vue d'un brassage constructif qui ne peut que profiter à la bonne santé de nos populations, notre seule motivation,... ». Au cours de ces

missions, 10 227 patients ont été consultés dans diverses spécialités dont 460 patients opérés avec succès sur les 939 retenus. La seconde phase ainsi lancée constituera en l'opération chirurgicale des autres patients non pris en charge lors des précédentes missions.

Cette seconde phase sera effectuée du 27 mai prochain au 06 juin dans la région maritime. Les patients retenus par l'ONG sont donc vivement conviés à aller dans les centres hospitaliers choisis à jeun afin d'être opérés et de recouvrer la santé. Il s'agit entre autres des CHR de Tsévié, de Vogan et de Tabligbo où 525 patients sont attendus. Les pathologies à opérer sont nombreuses. Pour la chirurgie générale les cas d'hernie, de lipome, d'hydrocèle, de myome, de kyste, de goitre, de fibrome et autres seront pris en charge ; en tout 416 patients sont attendus dans ce cadre. Pour cette seconde phase, les opérations d'ophtalmologie ne sont pas en marge. Environ 110 patients souffrant de cataracte, de pytérigion et autres recouvreraient également la guérison. L'ONG entend opérer jusqu'à 80 patients par jour afin de toucher le plus grand nombre de malades. En marge de cette phase, Aimes-Afrique/Togo prévoit effectuer d'autres missions dans la région de la Kara en août prochain et dans la région centrale en novembre de cette même année avec des prévisions de 2500 patient à consulter dont 250 cas opérables par région.■

Démocrate

Journée mondiale contre la sclérose en plaque



Chaque 27 mai de l'année est célébrée la journée mondiale de la sclérose en plaque. Défini comme une maladie du système nerveux centrale, la sclérose en plaque touche en particulier le cerveau, les nerfs optiques et la moelle épinière. Cette maladie déclenche chez le patient des symptômes comme : l'engourdissement d'un membre, trouble de la vision, la sensation de décharge électrique dans un membre ou dans le dos ou encore des troubles de mouvements. Cette maladie peut porter atteinte à de nombreuses fonctions comme la perception sensorielle, la mémoire voire la parole. Décrite pour la première fois par le neurologue Français Jean Martin Charcot, la sclérose en plaque se manifeste sous trois formes à savoir : la forme rémittente qui se caractérise par une période de survenue de

nouveaux signes neurologiques ou de réapparition d'ancien symptômes durant au moins 24 heures. Ensuite la forme primaire progressive. Elle se caractérise par une évolution lente et constante de la maladie dès le diagnostic. Le troisième la forme secondaire progressive est l'étape où la maladie s'aggrave de façon continue. Il faut rappeler qu'il n'y a pas de test qui permette de diagnostiquer de façon certaine une sclérose en plaque ; ce qui par ailleurs ouvre la voie à de nombreuses maladies qui peuvent se manifester par des symptômes ressemblants à ceux de la sclérose en plaque. Causée par une combinaison de facteurs environnementaux, la sclérose atteint deux fois plus de femme que d'homme.■

Kabey

Journée internationale de la liberté de presse RDI resserre ses liens avec la presse au cours d'un déjeuner

Dans le cadre des activités marquant la célébration de la journée internationale de la liberté de presse, la centrale d'achat française René Descamps international (RDI) a organisé un déjeuner de presse afin de ressouder les liens entre la société et la presse togolaise. Au cours de ce déjeuner, la société a remercié les journalistes qu'elle considère comme des partenaires fiables et constructifs dans le processus de sa mise en place et dans l'opération de ces activités au Togo. Pour M. Amétsipé Eric, le représentant sous régional de RDI France, « la presse en a trop fait pour RDI pour qu'on ne soit pas à ses côtés en ce moment de célébration. La célébration de cette journée interpelle également à plus de professionnalisme, de pondération et de



diligence dans l'exercice de la profession. RDI est donc disposé à accompagner la presse togolaise dans cette quête quotidienne de l'excellence,



notre leitmotiv... ».

L'occasion a été également saisie par la centrale pour reconduire ses prix d'excellence destinés en l'occurrence aux meilleurs élèves et établissements, aux meilleurs mécaniciens, aux meilleurs journalistes et partenaires. En cette année où la société fête ses cinq ans d'existence sur le marché sous régional,

RDI lance un nouveau prix qui met en compétition les quatre pays de la sous-région où elle opère notamment le Togo, le Bénin, le Ghana et le Burkina Faso. Dénommé « Icône de la presse » que la société décernera à une grande figure de la presse qui s'est démarquée par sa durée et son excellence dans la profession. Centrale d'achat française, RDI est spécialisé dans l'aéronautique, dans la manutention, dans le ferroviaire, l'hôtellerie, la médecine, pour ne citer que ces domaines-là. Ce qui caractérise en outre la société, c'est son abnégation à rechercher l'excellence de son personnel ainsi que de ses partenaires. La société œuvre par cela même au développement du Togo.■

Dem

ECONOMIE/Election ce mercredi d'un nouveau Président de Banque Africaine de Développement (BAD)

8 candidats en lice pour succéder à Donald Kaberuka

Aujourd'hui 28 mai, la Banque africaine de développement (BAD) élira un nouveau président.

L'élection aura lieu à Abidjan, au sein de l'Hôtel Ivoire qui accueille depuis le 25 et ce jusqu'au 29 mai les Assemblées annuelles de la Banque africaine de développement (BAD). Les votes se tiendront de 9H à 12H30 puis de 13H30 à 18H. hier mercredi 27 mai, pendant cinq heures, les gouverneurs de la BAD ont en principe selon le programme, eu l'occasion d'interroger les différents candidats. Ces derniers doivent présenter en dix minutes leur vision, avant d'être questionné pendant une vingtaine de minutes.

Qui vote ?

Chaque pays membre dispose d'un gouverneur. En tout, 80 gouverneurs voteront, 54 représentant les pays africains et 26 les pays dits non-régionaux, de l'Argentine aux États-Unis en passant par la Chine. Certains États disposent d'un poids nettement plus important que les autres : le Nigeria (9,256 % des voix), l'Égypte (5,393 %), l'Afrique du Sud (4,883 %), l'Algérie (4,219 %), la Libye (3,673 %) ou encore le Maroc (3,488 %), pour les pays africains. Du côté des internationaux, les voix des États-Unis (6,551 %), du Japon (5,479 %), de l'Allemagne (4,115 %), du Canada (3,791 %) et de la France (3,75 %) seront prépondérantes.

Comment se déroule le vote ?

Chaque gouverneur vote pour l'un des candidats en lice. Après chaque tour, le candidat ayant reçu le moins de voix se

retire. Est désigné vainqueur celui qui réussit à réunir à la fois la majorité absolue des voix des pays africains et celle de l'ensemble des voix (membres africains et non-régionaux). Il est organisé au maximum 5 tours. Si aucun candidat ne remporte la présidence, un nouveau round de votes sera organisé ultérieurement. Ce fut le cas lors des élections de 1995 et 2005.

Quelles sont les chances des uns et des autres ?

BedoumraKordjé, le candidat tchadien, semble bien placé : il a reçu officiellement le soutien de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac), le 6 mai, ainsi que celui de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, le 25 mai. L'activisme du président tchadien Idriss DébyItno - le "boss du Sahel" - a porté ses fruits. Des indiscretions reprises dans des journaux algériens ont fait part du soutien d'Alger au candidat du Tchad. La France serait également derrière BedoumraKordjé. Sur cette seule base, le candidat tchadien bénéficierait dès le premier tour d'au moins 13 % des voix.

La candidate cap-verdienne Cristina Duarteest dans les petits papiers de beaucoup d'électeurs. En dehors de son pays, la ministre des Finances n'a pas reçu de soutien officiel, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) n'ayant pas annoncé de position commune. Il est vrai que cette zone compte quatre candidats... Toutefois, en coulisses, on crédite la Cap-verdienne du soutien d'une grande



partie des membres non-africains ainsi que de celui de la Côte d'Ivoire.

Le zimbabwéen Thomas Zondo Sakala a reçu le soutien de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC), qui compte quinze membres (dont certains appartiennent aussi à d'autres zones régionales). Soit environ 15 % des voix. Toutefois, une grande partie des membres non-africains devraient logiquement s'opposer à l'élection du Zimbabwéen à la tête de la BAD, en raison des très mauvaises relations entre le pays d'Afrique australe et plusieurs puissances occidentales.

AkinwumiAdesina part avec une bonne base de départ puisque son pays, le Nigeria, dispose du plus important contingent de voix (9,256 %).

La situation de Birama Boubacar Sidibé est un peu confuse. Le candidat malien aurait le soutien du Maroc. Mais sa candidature, mal perçue par le Tchad (qui a largement participé à la lutte contre les terroristes dans le nord du Mali), tiendra-t-elle jusqu'au bout ?

Le Tunisien JaloulAyedet le Sierra-Léonais Samura Kamara semblent avoir au final peu de soutiens. Le Maghreb

semble notamment avoir lâché JaloulAyed. Enfin, les chances du candidat éthiopien semblent s'être réduites, malgré le soutien de l'Afrique de l'Est. AtoSufian Ahmeda peu fait campagne auprès des membres non-régionaux, qui ne représentent que 40 % des voix mais dont l'influence dans les dernières élections (1995 et 2005) a toujours été importante.

Des surprises sont-elles possibles ?

Elles sont même certaines, les élections de 1995 et 2005 en ayant réservé beaucoup. L'élection il y a vingt ans du Marocain Omar Kabbaj, relativement inconnu au moment de l'élection, a été une surprise. Il fut d'ailleurs élu au bout de quatorze tours. Quant à Donald Kaberuka, il n'a reçu en 2005 au premier tour que 3 % des voix des pays africains. Huit tours plus tard, il fut élu contre le Nigérian OlabisiOgunjobi, pourtant davantage soutenu par les pays africains. Quant au Gabonais Casimir OyémBa, son leadership en termes de nombre de pays de soutien ne l'a pas empêché de perdre à l'issue du 4e tour.

Autre incertitude : la capacité des gouverneurs à dégager un candidat gagnant en cinq tours. La Côte d'Ivoire, hôte des Assemblées annuelles, met tout son poids dans la balance pour que le 28 mai au soir un nouveau président soit désigné à la tête de la BAD. Et d'éventuels retraits avant le début des élections sont évoqués. Sinon, il faudra à nouveau réunir les gouverneurs pour trouver un successeur à Donald Kaberuka. ■

Source: Jeune Afrique

Insécurité à Lomé Les braqueurs ont repris du service

Avec l'opération "Araignée" de la gendarmerie, ils avaient un peu disparu. Intimidés et terrorisés par la stratégie mise en place par la sécurité Togolaise, les braqueurs étaient quasiment absents dans les quartiers de Lomé. C'était en effet la belle époque dira l'autre car existait quiétude et tranquillité à cette époque. L'on pouvait sortir et revenir à la maison sans se soucier des braqueurs, qui pouvaient l'atteindre à n'importe quel coin de la rue. Les voilà revenus ces braqueurs de motos. Ils sont plus forts et plus renforcés que jamais. Les

méthodes utilisées sont plus drastiques et violentes qu'autre fois. En effet les braqueurs ne se contentent plus de voler les motos garées devant un bar, une maison, un gymnase ou encore un service. Ces derniers moments, Lomé est devenu la ville à pagaille où les braqueurs font leur loi. Comment procèdent-ils ? Pour répondre à cette question nous avons rencontré quelques victimes qui ont accepté nous raconter leur malheur. Selon ces derniers la scène se passe comme suit: D'abord les braqueurs guettent leurs victimes dans un bar, une place de loisir à la tombée de la

nuit. Ce dernier ne sachant absolument rien ne se rend compte que lorsqu'il s'aperçoit être suivi car la majorité n'en sait rien et n'est surpris que quand ils sont menacés de mort. « J'étais dans une place publique dimanche dernier vers 19h pour me relaxer. Une fois détendu j'ai décidé de rentrer chez moi; au cours de mon parcours deux motos à vive allure m'ont juste dépassé et se sont arrêtées un peu devant. Je croyais à une crevaison et ils m'ont d'ailleurs fait signe de m'arrêter pour les aider. Mais quelle n'a pas été ma surprise quand ils m'ont demandé la clé de ma moto. Mon

premier refus m'a coûté une gifle. Je n'ai pas voulu continuer dans ce sens car ils étaient bien munis d'armes blanches». Ils sont nombreux à procéder ainsi ces braqueurs. Des fois ils sont aidés par des jeunes filles qui font des auto-stop sur la route. Les motos volées sont mises en pièces détachées sur place pour être vendues ou sont pour la plupart convoyées au Bénin ou au Ghana où elles seront écoulées sans souci. Les braqueurs sont en réseau et opèrent avec des complices. La nuit est leur heure d'opération ainsi de 14 heures à 4 heures du matin, ces braqueurs terrorisent les

passagers. Lomé est devenu une ville de terreur pour ses habitants. Bè, Kodjovikopé, Adidogomé, Avédji, Agoè sont des quartiers où ces vols sont le plus souvent perpétrés au grand dam des patrouilles qui ne font plus visiblement leur travail. C'est dire que les voleurs patrouillent mieux que les forces de l'ordre et de sécurité. Vivement que la sécurité revienne dans les quartiers de Lomé et c'est ici le lieu de le rappeler aux autorités en charge la nécessité du renforcement de la sécurité pour une meilleure protection des citoyens. ■

CK

JOURNÉE MONDIALE DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE
DBD COM AND PARTNERS, MOOV & WOODIN PRÉSENTENT



2015



**LA PLUS BELLE SOIREE DE DEFILE DE MODE
 DES JOURNALISTES DU TOGO**

www.panoramiquecreative.com

HOTEL
EDA OBA

**SAMEDI 30 MAI 2015
 À 19H30**

PASS
3 000 FCFA
 RÉSA
5 000 FCFA

INFOLINE:
 97 66 36 39
 93 07 21 11
 22 36 85 07



MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION
 MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ



RESTAURANT
 AGBEHOUAN
 CHEZ DIANE



Essential Partners



& TOUS LES MEDIAS PARTENAIRES